



Plans de sauvetage pour les banques, plans d'austérité pour les peuples !

Même si on ne peut en aucun cas s'en réjouir, car elle touche et va toucher durement des millions de personnes partout sur la planète, la crise capitaliste actuelle a fait tomber les masques. Les gouvernements ont montré leur vrai visage : quand les travailleurs et travailleuses (professeurs, infirmiers, fonctionnaires, mouvements sociaux,...) réclament la satisfaction de leurs droits sociaux ou quelques millions pour améliorer la qualité du service fourni aux populations, les caisses sont vides, mais, quand les détenteurs de capitaux sont en détresse, il devient possible de trouver – et de leur donner – plusieurs dizaines de milliards de dollars en quelques semaines. Sauf si des mobilisations sociales suffisamment puissantes se mettent en place, les puissances financières et industrielles ne comptent pas s'arrêter en si bon chemin. Ils viennent d'ailleurs de convaincre les gouvernements de mettre en place un nouveau « plan » de 750 milliards de dollars !

Il faut comprendre que cet argent frais, une fois injecté dans le secteur financier, se transforme directement en une **dette publique** qui devra être remboursée intégralement et avec intérêts. Le comble, c'est que **ce sont les peuples qui vont la rembourser.**

Comment ? Les États du Nord, afin de trouver les sommes nécessaires au remboursement de leur dette, s'appêtent à mettre en place des plans d'austérité qui vont faire exploser la pauvreté, le chômage, les inégalités et l'exclusion sociale : baisse des salaires et des retraites, casse de la protection sociale, destruction des services publics, remise en cause du droit du

travail, augmentation de la TVA,... Rappelons que ces politiques ressemblent comme deux gouttes d'eau aux plans d'ajustement qui ont été imposés pendant 25 ans aux pays du Sud, avec les résultats que l'on sait : des milliards d'êtres humains privés de leurs droits fondamentaux. Privés d'eau potable, de nourriture, de logements décents. Privés d'accès à la santé et à l'éducation. Sans oublier la destruction massive de l'environnement et le pillage des ressources naturelles... Cette situation est inacceptable et doit cesser.

À qui ? À ces mêmes puissances financières qui viennent d'être sauvées et qui sont directement responsables de cette crise financière par leurs pratiques spéculatives ! C'est le monde à l'envers !

Depuis des mois, des manifestations et des grèves générales ont lieu en Grèce pour s'opposer au plan d'austérité que le gouvernement, les dirigeants européens et le Fonds monétaire international ont décidé d'imposer au peuple grec. De la France à la Roumanie, en passant par l'Allemagne, l'Espagne, l'Italie, l'Islande, ... tous les peuples seront logés à la même enseigne. Soyons en sûrs, la seule et unique raison pour laquelle on ne parle pas encore de plans d'austérité en Belgique, ce sont les élections du 13 juin prochain. Mais si le pouvoir reste aux mains des mêmes, la question de l'austérité reviendra inévitablement sur la table, et l'on demandera aux citoyens et citoyennes de se serrer la ceinture pour payer les erreurs commises par les marchés financiers

Les alternatives existent !

Au lieu de ces plans d'austérité, il faut mettre en place des alternatives radicales qui s'attaquent à la racine du problème, à savoir la logique capitaliste, logique qui place le profit avant les besoins sociaux et le respect de la nature. Il s'agit notamment de :

- Transférer les banques au secteur public sous contrôle citoyen
- Réaliser un audit citoyen de la dette publique afin d'annuler la dette illégitime
- Instaurer une véritable justice fiscale et une juste redistribution de la richesse
- Lutter contre la fraude fiscale massive dont sont responsables les grandes entreprises et les plus riches
- Remettre au pas les marchés financiers, par la création d'un registre des propriétaires de titres, par l'interdiction des ventes à découvert...
- Réduire radicalement le temps de travail pour créer des emplois tout en maintenant les salaires et les retraites
- Socialiser les nombreuses entreprises et services privatisés au cours des 30 dernières années.

Ces alternatives ne se mettront en place que si le peuple s'organise

Si individuellement, il est de notre devoir de rompre avec la logique de la fatalité et d'agir du mieux que nous pouvons contre l'injustice sociale, cela ne saurait suffire. Si l'on veut concrétiser les alternatives, il faut que les volontés individuelles convergent et s'articulent dans un mouvement collectif conscient et organisé. N'oublions pas que toutes les conquêtes sociales de l'humanité, (abolition de l'esclavage, fin de la colonisation, sécurité sociale, mais aussi le droit de vote, etc.) ne sont jamais venues en premier lieu d'un geste généreux ou d'un acte courageux de responsables politiques. Elles ont toutes été le fruit de luttes et de mobilisations populaires qui ont réussi à modifier le rapport de force en faveur des opprimés. Si l'on veut parvenir à transformer radicalement la société et avancer vers l'émancipation sociale des peuples, la construction d'un large mouvement populaire, conscient, critique et mobilisé est donc une priorité.

Voter « Front des Gauches », c'est voter UTILE

Voter « Front des Gauches » le 13 juin 2010, c'est refuser que les populations paient pour les erreurs commises par le secteur financier. Voter « Front des Gauches », c'est refuser la logique du moindre mal défendue par les partis traditionnels au pouvoir qui veulent nous faire croire qu'il n'y a pas d'autres choix possibles que ceux pris actuellement. Un autre modèle est possible et nous devons réfléchir collectivement à la façon de le mettre en place. C'est faire honte à la créativité humaine que de penser que nous n'en sommes pas capables. Voter « Front des Gauches » c'est s'inscrire dans cette démarche et affirmer qu'il est nécessaire et urgent de construire un monde basé sur les besoins humains et non pas sur le profit. Un monde où la coopération, l'entraide, le partage et la solidarité priment sur la concurrence et la compétition. Un monde où il y a de la place pour le débat et où on arrête de prendre les citoyens pour des ignares. La politique, ce n'est pas les gouvernements. La politique, ce n'est pas compliqué, ce n'est pas une affaire de spécialistes. La politique, c'est nous, ensemble, avec nos différences, nos connaissances, notre énergie et notre créativité.